



**Jour
J-132**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

P10

21/08/2019

Rapport d'Afrobaromètre sur la corruption

P3

Les précisions de la Haute autorité pour la bonne gouvernance

Épidémie

P6

Dr Daouda Coulibaly : « **La fièvre jaune et la dengue sont transmises par le même moustique** »

PRÉPARATION DU BUDGET 2020

P12

**Moussa Sanogo satisfait de l'état
d'avancement des travaux**

Logements sociaux, débats sur la Cei et la dette

P11

Bruno Nabagné Koné fait des mises au point

Biakou Kouadio Baya, enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny " Ces individus jouent sur la sensibilité des gens "

Dans notre édition d'hier, nous avons évoqué l'univers des mendiants utilisant la bible, le coran, les maladies ou sinistres pour "escroquer". Un sociologue explique dans cet entretien les causes de ce phénomène et donne les raisons qui motivent "ces faux mendiants".

Au plan sociologique, comment définissez-vous la mendicité, en particulier cette nouvelle forme de faire la manche ?

La mendicité, d'un point de vue sociologique, est un processus par lequel un individu ou un groupe d'individus parvient à sublimer la honte et la stigmatisation pour qu'on leur demande ou leur offre des ressources pour vivre. Pour parler du type de mendiants dont vous faites allusion, ces individus n'abordent, au moyen d'alibis fallacieux (fausses ordonnances, parents malades ou décédés), que des gens qu'ils ne connaissent pas et qui ne les connaissent pas. Ainsi, vous les verrez aborder une personne dans la rue, particulièrement dans les grandes agglomérations, pour lui demander un service, sans l'intention de la revoir un jour. Ce qui veut dire qu'il est difficile pour ces personnes d'opérer dans les villages où

tout le monde se connaît. On voit plus de mendiants (sous leur forme) dans les grandes villes que les petites localités.

Du point de vue de la sociologie, ce n'est pas tellement le fait de chercher à capter des ressources qui est important. Mais comment ces acteurs fabriquent les conditions pour pouvoir être des mendiants. Ces individus escrocs qui élaborent des plans pour jouer sur la sensibilité des honnêtes personnes ou des croyants vont en réalité au travail. Et comme je l'ai dit tantôt, la ville est productrice d'anonymat. Au village, tout le monde se connaît presque. Il est difficile pour ces personnes d'y pratiquer leur business.

Qu'est-ce qui justifie cette forme de mendicité en vogue ?

L'échelle des classes sociales, au plan sociologique,



peut donner un début de réponse à cette situation. Si vous prenez les classes moyennes, bourgeoises et les prolétaires, vous verrez que ces mendiants, y compris les mendiants ordinaires, proviennent du milieu prolétaire. Ce sont généralement des chômeurs chroniques, des déscolarisés, des diplômés sans emploi. Ils peuvent aussi être issus des autres classes sociales. Par exemple, la configuration d'une famille d'une classe bourgeoise peut pousser des enfants, qui estiment que beaucoup de choses ne sont pas faites pour eux, à développer des stratégies de mendicité pour compléter ce que leurs parents leur donnent comme argent, en vue de se présenter dans les espaces de loisirs comme des bourgeois.

Avez-vous une explication au fait que des gens gobent les alibis de ces

personnes malintentionnées ?

Naturellement, l'homme est sensible à la souffrance, aux difficultés de son prochain. C'est ce sentiment que ces mendiants exploitent. Ils opposent leur dureté à la sensibilité de leurs semblables. Parce que s'ils étaient sensibles, ils n'allaient pas brandir de fausses preuves pour essayer de soutirer de l'argent à leur prochain. Il y a également des expériences de vie qui peuvent expliquer cet état de fait. Par exemple, si l'on a eu un temps de travail où l'on percevait un salaire et que tout d'un coup ce processus prend fin à la suite d'un licenciement, les concernés se sentent obligés de passer par des voies ou pratiques peu honorables en vue de maintenir le lien entre leur train de vie précédent et leur situation actuelle. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
KANATÉ MAMADOU

La position des musulmans, chrétiens et de la Caritas

La mendicité, selon Amadou Dosso, dans sa forme ordinaire, n'est pas permise en Islam, a fortiori l'angle sous lequel elle est pratiquée par des personnes de peu de foi. Imam de la mosquée Alci de Faya, le guide religieux va jusqu'à affirmer que la mendicité est avilissante sous toutes ses formes, excepté la demande d'aide. « La mendicité, c'est le fait pour une personne de solliciter quotidiennement les gens, sans volonté d'entreprendre et de sortir de cette dépendance. La demande d'aide est, en effet, la sollicitation que l'on fait pour résoudre un problème ponctuel, lié à une incapacité temporaire. C'est pour régler ce genre de situation ponctuelle que vivent certains fidèles, que la zakat a été instituée pour les musulmans nantis, ainsi que l'encouragement de l'entraide par l'aumône volontaire. Et je crois bien que la dîme doit aussi jouer ce rôle dans les églises », a-t-il précisé. Pour lui, si l'Islam ne cautionne pas la mendicité, il ne



Imam Amadou Dosso de la mosquée ATCI de Faya et le pasteur Gnagne Étienne de la Radio Fréquence Vie.

peut que condamner cette nouvelle forme de faire la manche qui rime avec escroquerie. À l'en croire, l'action ou l'activité même de ces individus porte préjudice aux personnes qui ont vraiment besoin d'aide. Raison pour laquelle « des dispositions pratiques sont prises pour



tenir loin des mosquées ces "faux musulmans" qui viennent déranger, envahir et importuner les fidèles dans les prières », a-t-il expliqué. Imam Amadou Dosso a également tenu à expliquer que la mendicité n'a pas de caractère religieux. Selon lui, cette escroquerie sous le

couvert de la religion « est plutôt un phénomène social et parfois lié à la nature des individus ».

Gnagne Étienne, directeur des programmes de la radio Fréquence-Vie, lui, a reconnu avoir déjà été victime des pratiques de ces hommes, de ces chrétiens qui se font aider ou assister financièrement à partir de manœuvres frauduleuses. « Cette pratique, malheureusement, est un fait réel à proscrire. C'est dommage qu'après le culte, tu vois des fidèles, notamment des dames et des jeunes valides, harceler des honnêtes gens venus prier. Ils leur exposent leurs faux problèmes, rien que pour leur soutirer de l'argent. L'activité de certains, c'est de faire le tour des églises pour présenter leur fausse situation. L'église ne permet pas cela, mais invite au travail, à l'effort », a regretté le pasteur résident de "Winners Chapel International".

Le service social de l'Église catholique, connu sous la dénomination de Caritas, n'échappe pas également aux assauts de ces "mendiants modernes". Une des

responsables de cette structure sociale de l'institution religieuse a même déploré le comportement irrévérencieux et antireligieux de ces hommes et femmes qui veulent être des éternels assistés. « C'est malheureux de le dire, mais aujourd'hui, c'est une réalité que de voir ces personnes venir nous voir avec de fausses ordonnances ou raconter des mensonges sur leur situation », a-t-elle confié, sous le couvert de l'anonymat. Notre interlocutrice affirme avoir eu déjà affaire à ces fidèles malintentionnés. Par conséquent, elle prend désormais des précautions pour vérifier que les besoins exprimés sont réels. Elle a relaté une petite anecdote pour étayer cette nouvelle disposition prise par la Caritas où elle travaille : « Il y a une dame qui s'est présentée chez nous. Elle disait qu'elle était malade et demandait de l'aide. Elle a présenté une vieille ordonnance. Nous l'avons consultée. L'aumônier s'apprêtait à donner de l'argent pour qu'on parte acheter les médicaments, mais la dame a dit non. Elle a de-

mandé qu'on lui remette l'argent en main propre. Chose que l'aumônier a refusée. Enervée, la dame a proféré des jurons et des propos désobligeants ».

Le chef de service de cette Caritas a abondé dans son sens en confiant que des "frères et sœurs" qui viennent docilement nous demander aide et assistance se montrent souvent agressifs. « Généralement, ils viennent dire qu'ils sont malades. Et quand l'aumônier ou le curé remet alors de l'argent à quelqu'un pour aller acheter pour eux les médicaments à la pharmacie, il arrive que ces indécents, en cours de route, brutalisent cette personne pour prendre l'argent de force », a-t-il déploré. Avant de soutenir que l'Église catholique n'autorise aucune mendicité, encore moins sous sa forme honteuse telle que pratiquée par de faux fidèles ou chrétiens. « Si l'Église se prend en charge, les chrétiens doivent le faire aussi et non mentir à longueur de journée pour gagner leur pain », a conseillé la dame. ■

K. MAMADOU

Rapport d'Afrobaromètre sur la corruption

Les précisions de la Haute autorité pour la bonne gouvernance

Suite à la publication d'une enquête qui alimente les débats depuis quelques jours, la Haute autorité pour la bonne gouvernance a animé une conférence pour donner des éclaircissements.

Il y a quelques jours, le Think tank Afrobaromètre publiait, en liaison avec Transparency International, un rapport sur la corruption en Côte d'Ivoire. Selon ce rapport qui est à sa 10^e édition, le taux de corruption est en hausse dans le pays. 40% des enquêtés ivoiriens de 2019 contre 32% en 2015 révèlent que la corruption est en hausse. Et une partie des citoyens, soit 58%, estiment que le gouvernement ne fait pas assez pour lutter contre ce fléau. Puisque les cinq secteurs majeurs à savoir la police (49%), le milieu des affaires (44%), les membres du gouvernement (33%), les élus locaux (32%) et le milieu judiciaire (31%), mis à l'index par l'Ong internationale, en 2015, restent toujours affectés par le phénomène.

Face à ces informations, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (Habg) est montée au créneau, hier, lors d'une conférence de presse pour apporter des éclaircissements et situer sur la réalité. Selon Traoré Bakari, directeur de cabinet de l'institution représentant le président N'Golo Coulibaly, les performances de la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre la corruption la classent parmi les meilleurs pays ayant réalisé les meilleurs progrès au monde de 2013 à 2018 avec 8 points de plus. Il est dans le même niveau que l'Argentine (8 points) et la Guyane (9 points) à la même période. Avec cette performance, la Côte d'Ivoire est passée de la 136^e place en 2013 à la 105^e et non à la 106^e place en 2018 comme an-



Traoré Bakari, directeur de cabinet du président de la Haute autorité pour la bonne gouvernance. (PHOTO : SÉBASTIEN KOUASSI).

noncé dans le rapport. Tous jours selon le représentant de N'Golo Coulibaly, depuis 2012, seulement 20 pays dont l'Estonie et la Côte d'Ivoire ont considérablement amélioré leur score en matière de lutte contre la corruption tandis que 16 autres parmi lesquels l'Australie, le Chili et le Malte ont régressé. Le directeur de cabinet de la Habg met les assertions des enquêtes révélées dans le rapport sur le compte du manque de communication et de diffusion des actions menées par le gouvernement par l'entremise de son institution. Parce que dans toutes les institutions et même sur le processus de passation des marchés publics, des dispositions ont été prises pour changer les choses. La

dénonciation de certains agents véreux du système a aussi permis de sanctionner une grande partie de ceux qui sapent toute la sensibilisation faite dans ce sens. Il est revenu sur les 40% des personnes qui, selon le rapport, estiment que la corruption s'est accrue pour dire qu'en 2015 le taux de 32% est effectivement passé à 40% depuis 2016 mais n'a, jusqu'à, pas évolué. « Il n'y a donc pas lieu de dire que la corruption a évolué en Côte d'Ivoire », déclare Traoré Bakari. Par ailleurs, il a annoncé des actions de communication et de vulgarisation de tous les résultats acquis par la Côte d'Ivoire pour que l'opinion nationale et internationale soit mieux informée.

HERVÉ ADOU

Trafic aérien

L'Asecna renforce sa capacité de surveillance



Les experts des 17 pays membres de l'Asecna participent à l'atelier. (PHOTO : DR).

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) veut se mettre au diapason de l'évolution technologique en matière de surveillance du trafic aérien dans l'espace sous son contrôle. Dès le premier trimestre 2020, selon ses responsables, l'agence déploiera la technologie Ads-B par satellite, l'un des systèmes de contrôle les plus avancés au monde. Mais avant, il faut se l'approprier. C'est tout le sens de l'atelier qui se tient depuis, hier, à l'Hôtel Azalai d'Abidjan. Les représentants de structures nationales aéroportuaires et aéronautiques et des experts issus des 17 pays membres de l'Asecna ainsi que des représentants de compagnies aériennes assistent à ces assises qui prennent fin demain. L'atelier qui est animé par des experts d'Aircon, la structure américaine qui a mis en place

la technologie Ads-B par satellite, a été ouvert par le directeur général de l'Autorité nationale de l'aviation civile de Côte d'Ivoire (Anac), Sinaly Silué. Pour lui, la présente rencontre marque un tournant important dans l'amélioration de la sécurité aérienne dans les espaces aériens confiés à l'Asecna. « La mise en œuvre de cette technologie sur le segment "surveillance" du trafic aérien, combinée avec un certain nombre de projets structurants en cours au niveau de l'agence (...) sont sans aucun doute des éléments importants pour la construction du ciel unique africain qui est un objectif stratégique de l'Asecna qui rentre dans le cadre du projet de marché unique du transport aérien africain, étape importante de l'Agenda 2063 de l'Union africaine », a-t-il commenté. Sinaly Silué a aussi rappelé l'intérêt que les plus hautes autorités ivoiriennes accordent au

secteur aéronautique global et à la sécurité de l'espace aérien en particulier. « Des projets structurants pour le développement de ce secteur ont été engagés depuis 2011 avec pour objectif de faire de l'aéroport d'Abidjan le hub de l'Afrique de l'Ouest, et de la Côte d'Ivoire un véritable pôle aéronautique », a-t-il ajouté, tout en se réjouissant que l'Asecna, fournisseur de service de la navigation aérienne pour la Côte d'Ivoire, prenne toute sa part dans la réalisation de cette vision des autorités du pays. L'Ads-B par satellite, comme l'a expliqué Sidi Koné, le représentant de l'Asecna auprès de la Côte d'Ivoire, est une technologie innovante, qui n'est exploitée à ce jour, en opérationnel, que dans deux pays au monde, à savoir le Canada et le Royaume uni. Elle vient en complément des autres technologies qui existent

déjà et qui sont actuellement utilisées par l'Asecna, à savoir le radar et l'Ads-B sol. Cette technologie permettra d'améliorer, de façon substantielle, la surveillance du trafic aérien dans les espaces situés au-dessus des océans et des zones inhospitalières. « Elle n'a pas de limite en termes de portée », a précisé Sidi Koné. Toute chose qui suscite de la fierté chez le Dg de l'Anac-CI. « C'est donc un motif de fierté pour nous de savoir que l'Asecna, notre instrument communautaire, qui célébrera ses 60 ans d'existence en décembre, est parmi les pionniers dans la mise en œuvre de l'Ads-B par satellite qui, par ailleurs, apportera un concours additionnel aux Etats dans le cadre des recherches et sauvetage, en cas de disparition d'aéronef, en fournissant, en temps réel, sa dernière position », s'est félicité Sinaly Silué.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Ressources halieutiques et maritimes

La Côte d'Ivoire exprime son adhésion au programme Eaf-Nansen

Une forte délégation ivoirienne, composée de représentants des ministères des Ressources animales et halieutiques ; de l'Environnement et du Développement durable et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), a effectué un déplacement dans la zone portuaire, du côté de Treichville. Ces personnalités y étaient dans le cadre de la visite du navire de recherche du Dr Fridtjof Nansen, du nom du célèbre explorateur, scientifique et diplomate norvégien (1861-1930). L'escale qu'effectue ce navire au Port autonome d'Abidjan, après le Ghana, depuis le 17 août, prend fin demain. Au cours de ce déplacement organisé par le ministère des Ressources animales et halieutiques et la Fao, la Côte d'Ivoire a exprimé son adhésion aux activités conduites par le programme Approche écosystémique des pêches (Eaf-Nansen). Diawara Sirima, inspecteur général et représentant le ministère des Ressources animales et halieutiques, a réitéré l'engagement de la partie ivoirienne au programme Eaf-Nansen, avant de rappeler que ce déplacement « vise à accroître la prise de conscience sur la problématique des océans, notre héritage commun ». Et d'insister : « La recherche sur les océans est une opportunité qu'il faut saisir ».

Les escales dans les ports de plus de 60 pays partenaires (Asie, Afrique, Amérique) est l'occasion de montrer la collaboration entre les autorités nationales, la Norvège, la Fao et les partenaires régionaux et internationaux, mais aussi de partager des connaissances pouvant aider à résoudre les principaux problèmes auxquels les océans sont confrontés aujourd'hui. Une dizaine d'Ivoiriens prennent part aux travaux de recherche. Comme l'explique le coordonnateur Aef, colonel Alain Kodjo, ce projet qui vient à point nommé va contribuer « à améliorer la gestion des pêcheries ». Le navire de recherche du Dr Fridtjof Nansen est un élément clé du programme Eaf-Nansen qui est exécuté par la Fao, en étroite collaboration avec l'institut norvégien de recherche marine (Imr). Il est financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad). Plateforme collaborative destinée à soutenir la mise en œuvre de l'approche écosystémique dans la gestion des pêches marines, ce programme vise à promouvoir l'utilisation durable des ressources biologiques et une protection améliorée de l'environnement marin. Pour Samy Gaiji, représentant de la Fao en Côte d'Ivoire, « ce programme est en parfaite harmonie » avec l'institution qu'il dirige.

ANOH KOUAO

RÉGION DU BÉLIER

Le projet agro-industriel confronté à d'énormes difficultés

Des cadres de la région prennent d'importantes résolutions

Le projet pôle agro-industriel du Bélier (2Pal-Bélier) rencontre des difficultés dans son exécution. Démarré en 2018 pour contribuer à l'émergence d'un pôle agro-industriel dans la région du Bélier et du district autonome de Yamoussoukro à travers une dynamisation des filières agricoles porteuses, la mise en œuvre du projet a accusé un retard considérable. A l'origine, des problèmes liés au foncier dans certaines localités. Conséquence : les travaux d'aménagement de périmètres et de reprofilage des pistes n'ont pu être exécutés, de même, les infrastructures n'ont pu sortir de terre et d'énormes pertes ont également été enregistrées lors des campagnes agricoles chez les producteurs.

A l'initiative du président du Sénat, Jeannot Ahoussou Kouadio, ancien président du conseil régional du Bélier, s'est tenue une rencontre



Des cadres de la région se sont concertés en vue de relancer le Projet pôle agro-industriel du Bélier (Ph. P.K.)

bilan ce lundi 19 août 2019, au domicile privé de ce dernier à Yamoussoukro. Plusieurs cadres de la région y ont pris part, dont le gouverneur du district autonome de Yamoussoukro, Augustin Thiam, le président du conseil régional du Bélier, Yéboué Kouamé Pascal et la coordonnatrice de 2Pal-Bélier, Aka Eponou Valérie ainsi que l'initiateur Jeannot Ahoussou Kouadio. Cette rencontre avait pour objectif de faire un point de ce qui a été fait jusqu'à ce jour, exposer les difficultés rencontrées et dégager des perspectives en vue de relancer durablement le projet. «C'est le premier projet de pôle agro-industriel en Côte d'Ivoire d'ampleur. Il s'agit d'un investissement de 80 milliards de francs. Il était nécessaire que nous nous retrouvions pour faire ce point là. Nous nous sommes concertés. Nous avons échangé et avons identifié quelques petits problèmes qui subsistent. Nous allons y apporter des solutions. Il s'agit maintenant d'aller vers les populations pour mieux faire connaître ce projet, pour mieux leur expliquer sa portée et son importance», a confié Augustin Thiam.

routes, il a noté que 80% des objectifs ont été atteints. Pour ce qui est des périmètres rizicoles et des productions agricoles, Augustin Thiam a relevé des points de satisfaction. «Il reste certains petits problèmes de zones de productions qui n'ont pas été totalement exploitées. Nous allons y apporter une solution», a-t-il informé. La coordonnatrice du projet, Mme Aka Eponou Valérie a relevé que 500 kilomètres de piste ont été reprofilés. Elle a assuré que les chantiers en vue du développement des infrastructures vont se poursuivre. Revenant sur les conflits fonciers qui retardent l'exécution de certains travaux, la coordonnatrice a salué l'implication des autorités régionales dans la recherche de solution et la sensibilisation des populations à l'effet d'une pleine adhésion aux actions entreprises à leur bénéfice. Le projet agro-industriel du Bélier court sur 5 ans, son terme étant fixé au 31 décembre 2021.

Patrice KOUAHO, *correspondant régional*

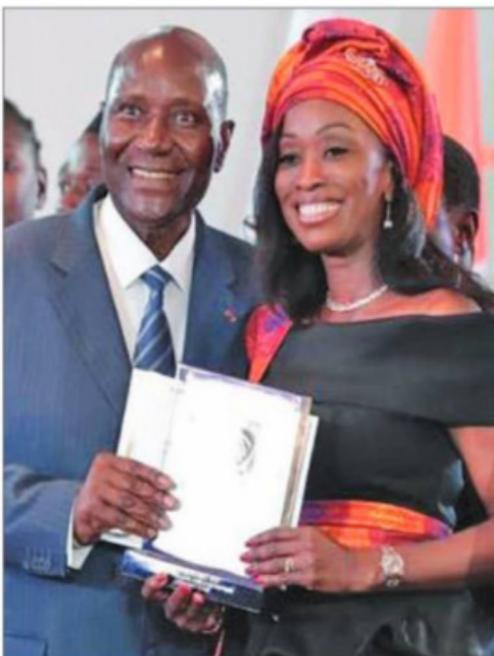
PRIX NATIONAL D'EXCELLENCE 2019

Désyrée Fouqueray Porquet, meilleure femme chef d'entreprise de CI

Désyrée Fouqueray Porquet, directrice de Quicknet Atalian global services, s'est vu décerner, le mardi 6 août dernier à Abidjan-Plateau, le prix national d'excellence 2019, en tant que meilleure femme chef d'entreprise de Côte d'Ivoire.

Si le jury a tenu compte du nombre de personnes (900 collaborateurs) que son entreprise emploie pour la désigner lauréate, il a aussi considéré l'âge de la société qui traduit une vision managériale de long terme d'une femme leader. La lauréate n'a pas manqué de relever ce fait, indiquant que c'est la pérennité, la croissance sur des années, la vision du chef d'entreprise et surtout la création d'emplois qui lui ont valu cette reconnaissance nationale.

En effet, c'est en 2003 que Désyrée Fouqueray Porquet a fondé Ivoire nettoyage services (Ivnet), société spécialisée dans le domaine de l'hygiène. C'est cette entreprise qui a gagné en maturité et qui est connue aujourd'hui sous la dénomination de Quicknet Atalian global services. «Je pense à toute mon équipe, à toutes ces person-



Le vice-président Kablan Duncan a remis à la lauréate Désyrée Fouqueray Porquet son prix au nom du chef de l'Etat Alassane Ouattara. (Ph. DR)

nes qui font l'entretien au quotidien dans les bureaux et les usines, et dont le travail n'est pas forcément valorisé, alors qu'il est indispensable. Ce prix constitue un challenge positif pour continuer les efforts et

atteindre de nouveaux objectifs», s'exprimait-elle, heureuse de recevoir son prix des mains du vice-président de la République, Daniel Kablan Duncan.

E. LATH

GESTION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

La Côte d'Ivoire parmi les pays qui maîtrisent leurs dépenses

La Côte d'Ivoire fait partie des pays qui ont une bonne maîtrise de leurs dépenses publiques obligatoires, selon l'agence de notation Moody's. En effet, l'agence a publié un rapport le 15 août 2019, visant à apprécier la résistance des économies d'Afrique subsaharienne en cas de crise économique. A en croire Moody's, les pays les plus capables de réagir en cas de crise économique sont ceux qui maîtrisent leurs dépenses publiques obligatoires. Et dans ce classement, la Côte d'Ivoire figure en bonne place aux côtés du Rwanda et du Cameroun. Selon le rapport de Moody's exploité par Jeune Afrique, les pays sus-mentionnés «montrent une capacité à réduire leurs dépenses (en cas de graves déséquilibres budgétaires, Ndlr), mais aussi une volonté gouvernementale d'appliquer cette politique».

Cette évaluation intervient dans un contexte de conflits commerciaux ouverts, tout azimut, par le président américain Donald Trump et qui pèse chaque jour un peu plus sur la croissance mondiale. L'agence

de notation Moody's, à travers ce rapport, révèle les pays au sud du Sahara qui seraient à même de surmonter une crise économique et qui seraient donc capables de continuer à rembourser leurs créanciers. Selon les propos de David Rogovic, vice-président de Moody's et co-auteur de l'étude, rapportés par J.A., «une réduction des dépenses est souvent moins complexe à mettre rapidement en œuvre que des mesures destinées à augmenter les recettes budgétaires».

Les pays les plus rigides (leurs dépenses obligatoires excèdent 80 % de leurs dépenses totales) et donc les plus exposés en cas de retournement conjoncturel sont par ordre croissant le Ghana, l'Afrique du Sud, Maurice et la Namibie. L'étude estime que pour l'Afrique du Sud et Maurice, «la structure favorable de leur dette (longue maturité et petite proportion libellée en devises étrangères) compense le risque crédit immédiat provoqué par des dépenses rigides».

E.L.

DIPLOMATIE, PLANIFICATION URBAINE ET COMMUNICATION

70 Ivoiriens en formation en Chine d'août à septembre 2019

Une réception a été organisée le vendredi 16 août 2019, à l'ambassade de Chine à Abidjan-Cocody, en l'honneur de 70 Ivoiriens sélectionnés pour participer à trois séminaires de formation portant respectivement sur la diplomatie, la planification urbaine et la communication en Chine. Il s'agit d'une initiative du ministère du Commerce de Chine qui durera de fin août à fin septembre 2019 à Beijing. Les participants à ces formations sont issus du ministère des Affaires étrangères, du ministère du Plan et du Développement, du ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, du ministère de la Ville, du ministère de la Communication et des Médias, ainsi que des médias.

L'ambassadeur de Chine en Côte d'Ivoire, Sem Wan Li, a souhaité qu'en profitant de la plateforme offerte par ces formations, «les parties chinoise et ivoirienne puissent renforcer leurs échanges en matière de concept et d'expérience de développement, et approfondir leur coopération dans les domaines de la diplomatie, du



L'Ambassadeur Sem Wan Li, entouré des participants aux formations en Chine. (Ph. DR)

développement urbain et de la communication». Il a affirmé que la coopération en matière de formation des ressources humaines entre la Chine et la Côte d'Ivoire a contribué au renforcement de la connaissance et de la confiance mutuelles, au partage des expériences de développement, au resserrement des liens d'amitié entre les deux pays, jetant ainsi une

base solide à l'approfondissement de la coopération sino-ivoirienne sur tous les plans. Les fruits de cette coopération, a-t-il dit, sont particulièrement abondants. À titre d'exemple, l'ambassadeur a cité les projets tels que le barrage hydroélectrique de Soubré, l'alimentation en eau potable à Abidjan, l'extension du Port autonome d'Abidjan, le développement et

la réhabilitation du réseau électrique national, la construction de l'autoroute Tiébissou-Bouaké, la construction du lycée d'excellence de Grand Bassam. En termes de perspectives, il a affirmé que la Chine est prête à travailler avec la partie ivoirienne pour la bonne mise en œuvre des résultats du Sommet de Beijing et de la visite du président Alassane Ouattara en

Chine, afin de continuer à approfondir la coopération amicale sino-ivoirienne, à explorer de nouvelles potentialités de coopération dans tous les domaines, à associer plus étroitement l'initiative la «Ceinture et la Route» et le Plan national de développement de Côte d'Ivoire. «Nous voulons continuer à accompagner le peuple ivoirien à réaliser son objectif de construire un pays émergent», a-t-il insisté.

Lors du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération Chine-Afrique, le président chinois Xi Jinping, faut-il le rappeler, a lancé huit initiatives majeures et a annoncé que la Chine formerait au total 50 000 Africains dans trois prochaines années et plus. Depuis 2018, la Chine a déjà invité environ 600 Ivoiriens à participer à diverses formations sur son territoire. Celles-ci couvrent un large éventail de secteurs, comme la construction et la planification d'infrastructures, la santé et l'hygiène publique, l'éducation, l'agriculture et l'économie.

Irène BATH

ALIMENTS

Les pommes sont gorgées de bactéries... et c'est tant mieux !

Selon une étude autrichienne, une pomme contient des millions de bactéries, qu'elle soit bio ou pas. Mais les pommes bio ont une plus grande variété de bactéries, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur notre santé.



Une seule pomme contient environ 100 millions de bactéries. (Ph. DR)

En plus de ses vitamines, sa pectine et son phosphore, un autre composant des pommes est aussi très bénéfique pour la santé... ce sont ses microbes ! "Les pommes sont une grande source de bactéries, et avec les bactéries, plus il y en a, mieux c'est", lance Birgit Wasserman, doctorante à l'Institut de biotechnologie environnementale de l'Université de technologie de Graz (Autriche). Dans une étude publiée dans le journal scientifique *Frontiers in Microbiology* en juillet 2019, elle a mis en évidence le fait qu'une pomme contient environ 100 millions de bactéries et que la composition bactérienne des

pommes est très différente entre les pommes bio et celles cultivées conventionnellement.

PLUS DE BACTÉRIES DANS LA PULPE QUE DANS LA PEAU

"La peau des pommes est l'endroit contenant le moins de bactéries". Birgit Wasser-

man nous révèle que contrairement aux idées reçues, la plupart des microbes dans une pomme ne sont pas dans la peau mais dans la pulpe et les pépins. En mesurant le matériel génétique bactérien dans les différentes parties des pommes, la chercheuse a trouvé que la pulpe contient plus de 30 millions de bactéries, alors que la peau en

contient dix fois moins (environ 3 millions).

UNE PLUS GRANDE DIVERSITÉ DANS LES POMMES BIO

Ensuite, elle a comparé des pommes issues de l'agriculture conventionnelle et d'autres issues de l'agriculture biologique. Alors que la quantité totale de bactéries était similaire, les pommes bio affichaient une plus grande diversité bactérienne : "Les pommes conventionnelles ont moins de diversité au niveau des bactéries, probablement à cause des produits comme les pesticides qui rendent la terre moins riche, explique la chercheuse. Les bactéries viennent du sol, et si ce dernier est affecté, les fruits le seront aussi."

Cette diversité bactérienne peut avoir un impact sur notre santé. "Les fruits et les légumes nous apportent des microbes qui aident à avoir un microbiote plus varié et plus

protecteur", affirme Birgit Wasserman. "Les pommes bio ont un microbiote plus équilibré, ce qui nous aide nous aussi à avoir un microbiote équilibré", poursuit la chercheuse.

MICROBIOTE. Le microbiote désigne l'ensemble des microbes qui vivent dans notre corps, notamment dans nos intestins, et qui jouent un rôle très important dans notre protection immunitaire en nous protégeant des "mauvais" microbes. En plus de leur manque de diversité des bactéries, probablement à cause des produits comme les pesticides qui rendent la terre moins riche, explique la chercheuse. Les bactéries viennent du sol, et si ce dernier est affecté, les fruits le seront aussi. Cette diversité bactérienne peut avoir un impact sur notre santé. "Les fruits et les légumes nous apportent des microbes qui aident à avoir un microbiote plus varié et plus

Source: Sciences et Avenir
Edition du 30 juillet 2019

Épidémie

Dr Daouda Coulibaly : « La fièvre jaune et la dengue sont transmises par le même moustique »

89 cas dont un décès. C'est le bilan de l'épidémie de fièvre jaune constatée, récemment, à Abidjan. Dr Daouda Coulibaly, médecin-épidémiologie, sous-directeur de l'Institut national de l'hygiène publique, nous en dit davantage sur cette maladie rapidement contenue.

Qu'en est-il de l'épidémie de la fièvre jaune qui a fait l'actualité récemment ?

Nous avons effectivement enregistré, depuis le début de l'année, 89 cas de fièvre jaune dont un décès. C'est un nombre cumulé de cas, ce n'est pas en une semaine que ces chiffres ont été enregistrés. Ces cas ont surtout été constatés dans le district autonome d'Abidjan. Et ils prédominent principalement dans

moustique. Notamment, les vieux pneus abandonnés qui pullulent, les récipients abandonnés qui contiennent de l'eau, des vieux canaris, des sanitaires délaissés. Bref, tous les récipients usés qui contiennent de l'eau de pluie.

Quelles sont les mesures qui ont été prises pour circonscrire l'épidémie ?

Déjà, la Côte d'Ivoire est confrontée à une épidémie

par le même moustique, le moustique aedes.

Qu'est-ce qui explique la résurgence de cette épidémie, surtout quand on sait que la dernière date de longtemps à Abidjan ?

La dernière épidémie remonte à 2008. On avait eu une grande épidémie en 2001. A cette occasion, on a vacciné 8 millions de personnes. Pour celle de 2008, on en a vacciné 2



PHOTOS DRP

des lieux de reproduction des moustiques se trouvent dans nos domiciles, notre environnement immédiat, notre cadre de vie et notre quartier. C'est donc à la population de se débarrasser de ces gîtes. A côté de cela, vous avez la pulvérisation spatiale collective menée par des autorités sanitaires. Mais chacun, individuellement, doit éliminer ces gîtes. Si on les élimine, la densité des moustiques va baisser et la probabilité d'être piqué sera très faible.

En combien de temps peut-on guérir de la fièvre jaune ?

Quelqu'un qui a été piqué par un moustique, dans les 7 jours qui viennent, va présenter les signes évocateurs de la fièvre jaune : fièvre, maux de tête, douleurs musculaires, articulaires et puis après s'installe la jaunisse. D'où l'appellation fièvre jaune. Pour en revenir aux signes, le malade a également les yeux jaunes... Pour certains, on peut observer des saignements de la gencive, du nez, de la bouche. Malheureusement, cela peut conduire au décès. Mais on guérit de cette maladie. Toutes les personnes enregistrées sont pratiquement rétablies. Aujourd'hui, elles vaquent tous à leurs occupations. On les a vues, on les a interrogées, elles sont pratiquement guéries.

Le fait d'avoir la fièvre jaune ne veut pas dire qu'on va forcément mourir. Il faut se rendre à l'hôpital. Le médecin va vous examiner. Il fait un prélèvement de sang et l'envoie au laboratoire. Le laboratoire confirme ou non la présence de la fièvre jaune. Ne restez pas à la maison par ignorance, on va vous traiter et vous allez guérir.

Quels sont les signes qui donnent l'alerte ?

Devant des signes de fièvre, maux de tête, douleurs musculaires, jaunisse, icteré, et même parfois saignement, il faut se rendre dans le centre de santé le plus proche. Mais il faut respecter surtout les mesures de lutte anti-vectorielle. Je veux parler de l'élimination des gîtes larvaires. Si on les élimine, il n'y a pas de problème.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR ISABELLE SOMIAN

C'est vrai qu'on a confirmé l'existence de cas de fièvre jaune, mais les mesures qui ont été mises en place ont permis de répondre à l'épidémie. Essentiellement la lutte anti-vectorielle, à savoir l'élimination des gîtes. Ces gîtes qui sont des lieux de reproduction des moustiques se trouvent dans nos domiciles, notre environnement immédiat, notre cadre de vie et notre quartier...

ce que nous appelons le district sanitaire communautaire de Cocody.

Quels en sont les facteurs ?

La fièvre jaune est une maladie virale qui est transmise par la piqûre d'un moustique qu'on appelle aedes. Pour se développer, cet insecte a besoin de gîtes. On a, avec la saison des pluies, des facteurs qui favorisent l'éclosion de ce

de dengue. Pour faire face à cette pathologie, on a mis l'accent sur la lutte anti-vectorielle, c'est-à-dire, l'élimination des moustiques, des gîtes larvaires, la lutte contre les moustiques adultes par la pulvérisation et la sensibilisation des populations à dormir sous des moustiquaires imprégnées. Tout comme pour la fièvre jaune. La fièvre jaune et la dengue sont des maladies qui sont transmises

millions. Puis de 2011 à 2012, le gouvernement a organisé des campagnes préventives pour les zones dites à hauts risques de fièvre jaune et on a vacciné plus de 14 millions de personnes. On a une très bonne couverture vaccinale. Mais certaines personnes n'ont sûrement pas pu être vaccinées.

Comment peut-on éviter la fièvre jaune ?

Pour le cas spécifique de la fièvre jaune, il existe un vaccin très efficace qui protège à vie. Une fois que des personnes ont été vaccinées contre la fièvre jaune, elles sont protégées à vie contre cette maladie. Cela est très important. Cela veut dire que toutes les personnes que nous avons vaccinées en 2010, 2011, 2012 sont aujourd'hui protégées contre la fièvre jaune. Ensuite, les enfants, dès l'âge de neuf mois, sont vaccinés contre la fièvre jaune à travers le programme élargi de vaccination. On les vaccine gratuitement. Par conséquent, tous les enfants qui sont nés après nos campagnes sont vaccinés contre la fièvre jaune. C'est ce qui explique que cette épidémie n'est pas explosive. C'est vrai que depuis le début de l'année jusqu'à maintenant, on est à plus de 89 cas. Mais les mesures qui ont été mises en place nous permettent de capitaliser certains acquis.

La destination Côte d'Ivoire est-elle à éviter ?

Indépendamment de l'épidémie, il y a une mesure de prévention. A savoir que pour rentrer en Côte d'Ivoire, il faut être vacciné contre la fièvre jaune. C'est régi par le règlement sanitaire international. Si vous devez rentrer en Côte d'Ivoire et que vous n'êtes pas vaccinés contre la fièvre jaune, on vous oblige à le faire, le règlement nous l'autorise. Ce sont nos principes en Côte d'Ivoire. Ne soyez pas étonnés qu'il y ait un contrôle sanitaire renforcé à nos frontières terrestres, aériennes ou maritimes, c'est l'exigence du règlement sanitaire international. C'est vrai qu'on a confirmé l'existence de cas de fièvre jaune, mais les mesures qui ont été mises en place ont permis de répondre à l'épidémie. Essentiellement la lutte anti-vectorielle, à savoir l'élimination des gîtes. Ces gîtes qui sont



Enseignement

74 auditeurs à l'École mathématique africaine

Pendant dix jours, les apprenants, pour la plupart des enseignants, vont bénéficier d'une formation de haut niveau en mathématiques.

La session 2019 de l'École mathématique de Yamoussoukro (Emy) de l'École mathématique africaine (Ema) a démarré depuis le 19 août à l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny de Yamoussoukro (Inp-hb), avec 74 auditeurs issus de toute l'Afrique.

Il s'agit d'un renforcement des capacités initié, depuis quelques années, par la Société mathématique de Côte d'Ivoire (Smci) et l'Union mathématique africaine (Uma) pendant les vacances scolaires, au profit des enseignants de mathématiques.

Cette session de 2019 enregistre une innovation de taille parce qu'elle est organisée conjointement avec l'Union mathématique africaine (Uma), à travers son École mathématique africaine (Ema) qui s'adresse aux maîtres et aux doctorants en mathématiques de tout le continent africain.

Le thème central retenu pour ce renforcement des capacités est « Equations aux dérivées partielles : analyse théorique,



Depuis quelques années, la Société mathématique de Côte d'Ivoire et l'Union mathématique africaine organisent la rencontre de Yamoussoukro. (PHOTO : DR)

modélisation et mise en œuvre numériques».

Au total donc, sur les 74 auditeurs, l'on enregistre la partici-

ipation de 34 Ivoiriens professeurs de mathématiques au titre de l'Emy et 40 de l'Ema, venus du Burkina Faso, du

Bénin, Togo, Nigeria, Congo, Sénégal, Niger. Ces auditeurs, qui vont être formés du 19 août au 1er septem-

bre 2019, sont encadrés par 9 professeurs titulaires de mathématiques de l'Inp-hb, des universités ivoiriennes, des autres pays membres de l'Union mathématique africaine (Uma), et aussi de France.

À l'ouverture des travaux, Sano Moustapha Karam, directeur général adjoint de l'Inp-hb, s'est réjoui d'accueillir ces auditeurs venus d'horizons divers, pour renforcer la vocation internationale de son institution qui compte 10% d'étudiants étrangers issus de 16 nationalités, et 25% de filles inscrites.

Il a rendu hommage au professeur Salou Touré, président de la Smci, pour ses efforts inlassables en faveur de la promotion des mathématiques en Côte d'Ivoire et sur le continent africain.

« Vos pays comptent sur vous pour être d'excellents acteurs des mathématiques. Mettez les mathématiques à l'honneur au quotidien. Armez-vous des sciences jusqu'aux dents », a conseillé le Docteur ingénieur Jean Philippe Bakassa Traoré, représentant le président de la Smci, avant de rendre hom-

mage au président Felix Houphouët Boigny qui a compris très tôt que l'avenir appartient à la science et à la technologie. Et qui y a mis les moyens, comme en témoigne l'Inp-hb notamment.

Il a enfin souhaité, qu'à l'instar des grandes nations, les mathématiques permettent au continent africain d'assurer son développement.

Quant au professeur titulaire Kirvi Kangni, coordinateur des mathématiques africaines, et membre du bureau exécutif de l'Uma, il a expliqué que ces renforcements de capacités visent à donner aux étudiants les connaissances de base, à briser l'isolement des chercheurs africains et à identifier des étudiants talentueux désireux de faire de bonnes carrières dans le domaine.

En sa qualité de président du comité d'organisation, professeur Coulibaly Adama a dit la gratitude de la Smci et de l'Uma à l'Inp-hb pour toutes les commodités et facilités offertes pour la tenue de cette session 2019.

NDRI CÉLESTIN



UMOA-Titres
Mettre un Marché Intégré des Titres Publics

ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS RESULTATS DE L'EMISSION D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRESOR DU MALI DU 14 AOÛT 2019

L'Agence UMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le mercredi 14 août 2019, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Mali, l'émission d'Obligations Assimilables du Trésor à cinq (5) ans pour un montant de 20 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Mali en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 14 août 2019, suivant un système d'enchères à prix multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

Résultats de l'émission	
Montant global des soumissions (F CFA)	19 245 980 000
Dont ONC	800 000 000
Montant retenu (F CFA)	16 745 980 000
Dont ONC	800 000 000
Prix Marginal	96,0000%

Prix Moyen Pondéré	97,2616%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	7,06%
Nombre soumissions	29
Nombre Participants directs	13
Taux de couverture	96,23%
Taux d'absorption	87,01%

L'Agence remercie, au nom du Trésor Public du Mali, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 14 août 2019

Le Directeur
Adrien DIOUF

BP : 4709 Dakar RP-Sénégal – Tél. : +221 33 839 10 10
E-mail : agenceumoaTitres@umoaTitres.org
www.umoaTitres.org

INVESTISSEMENTS EUROPÉENS

Plus de 114 milliards de fca engagés en Côte d'Ivoire

Comment la Banque européenne opère dans le pays Les secteurs clés financés

Dans sa coopération avec la Côte d'Ivoire, l'Union européenne (Ue) a à ses côtés la Banque européenne d'investissement (Bei) qui intervient dans le financement de projets structurants mis en œuvre dans le pays. Très active en Côte d'Ivoire, la Bei depuis la fin de crise militaro-politique, en 2012, a vu son portefeuille s'élever à un peu plus de 175 milliards d'euros (un peu plus de 114, 7 milliards fca).

La Bei, selon des confidences de Bruxelles (lundi 27 mai 2019), intervient dans presque tous les secteurs d'activité. De l'agriculture à l'énergie en passant par les services, les transports, l'industrie, la santé, l'assainissement, etc., les interventions sont multiples et diversifiées.



L'ambassadeur de l'Ue en Côte d'Ivoire, Josbt von Kirchmann est déterminé à rendre concrète la nouvelle alliance Europe-Afrique. (Ph : DR)

Dans les négociations en cours entre Côte d'Ivoire, il est prévu le financement d'un important projet de production d'énergie solaire, ainsi que des interventions dans l'assainissement et les transports. La Banque européenne appuie également le

secteur du cacao. «En tant que banque publique, on ne finance jamais un projet en entier. On attire des investisseurs qui prennent le relais», a-t-on appris de source officielle. En pratique, dans son soutien au développement du secteur privé (Pme, start-up, micro-entreprises, etc.), la Banque européenne d'investissement ne traite pas directement avec les entreprises. Elle travaille au contraire avec les banques locales.

Dans le cadre de la nouvelle alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables, les interventions de la Bei sont fortement sollicitées. Puisque c'est au bas mot, 44 milliards d'euros (plus de 28 862 milliards de fca) de financement qui sont attendus dans le cadre d'investissements à effet de levier d'ici à 2020 à travers le plan d'investissement extérieur de l'Ue (2018-2020).

En effet, ce plan d'investissement fournit un cadre pour améliorer les investissements en Afrique et dans le voisinage européen. Il soutient des instruments financiers innovants tels que les garanties européennes pour stimuler l'investissement privé. Il se concentre également sur un certain nombre de domaines prioritaires tels que l'énergie propre et renouvelable et la connectivité ; le financement des micros, petites et moyennes entreprises ; l'agriculture, les entrepreneurs ruraux et l'agro-industrie ; les villes durables ; et le passage au numérique en vue d'un développement inclusif. Les investissements dans le cadre de l'alliance, fait-il le rappeler, créeront jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique sur les cinq années concernées.

Élysée LATH
Elysee LATH

TRÉSOR PUBLIC

L'Association des régisseurs de recette change de tête

L'Association des régisseurs de recette et/ou d'avance de Côte d'Ivoire (Arra-Ci) a tenu du 9 au 10 août 2019 à Yamoussoukro, une Assemblée générale ordinaire électorale couplée d'une formation qui avait pour thème : « La contribution des régisseurs dans le processus de la certification globale du Trésor public ». Ces assises dont l'objectif principal était le renouvellement des organes dirigeants, ont vu l'élection par acclamation de Coulibaly Yacouba, inspecteur du trésor, régisseur auprès du cabinet du ministre de la Culture et de la Francophonie et les trois commissaires aux comptes qui sont Kouamé Akissi Fulgencine, Yapo Simplicite et Yali Bi. C'était en présence de Kanté Karim, trésorier général de Yamoussoukro, représentant le directeur général du trésor et de la comptabilité publique. Coulibaly Yacouba prend ainsi les rênes de l'Arra-Ci pour un mandat de trois ans, en remplacement de Guéa Dro Paul, administrateur des services financiers, promu au poste de fondé de pouvoirs à la trésorerie générale de Dabou. Le nouveau président de l'Arra-Ci s'est dit heureux de la confiance placée en lui par ses pairs. Il a exprimé sa reconnaissance à son prédécesseur et au bureau exécutif sortant dont il était le secré-



Les régisseurs de recette sont venus nombreux participer à cette assemblée générale de Yamoussoukro (Ph : DR)

taire général, pour le travail abattu. Avant l'élection, les régisseurs qui ont effectué nombreux déplacements, ont procédé au toilettage des textes de leur association et approuvé le bilan de trois années de gestion dressé par Guéa Dro Paul et son équipe. Lequel bilan met en lumière, l'accroissement de l'effectif des membres, passant de 105 en 2016 à 200 membres aujourd'hui, l'organisation des séminaires de formation et les démarches effectuées en faveur d'une quinzaine de régisseurs pour la régularisation de leur situation. Le président sortant a saisi l'occasion pour traduire sa gratitude à la direction générale du trésor et de la comptabilité publique pour son soutien indéfectible à

l'Arra-Ci. Développant le thème de cette 3e assemblée générale, Gnomblérou Arthur, sous-directeur de l'audit qualité et de l'écoute client à la direction de la qualité et de la normalisation, s'est appuyé sur l'objectif et les enjeux que représente la certification des services pour le trésor public. Dans cette dynamique, il a invité les régisseurs à s'approprier le référentiel des engagements de service de la Dgicp, en faisant en sorte que toutes les activités à mener soient toujours dans le respect des règles établies à cet effet.

Franck SOUHONE avec Sercom

SAKASSOU / DÉVELOPPEMENT LOCAL
La Mudessan propose une nouvelle approche

«L'Etat a trop à faire. Nous devons compter sur nous-mêmes pour répondre à ces défis liés au développement de notre village», a exhorté Yoboué Kouamé, président de la Mutuelle pour le développement social et économique d'Assandré (Mudessan). Il a proposé cette nouvelle approche pour le développement de sa localité, jeudi 15 août 2019, en marge du lancement des premières journées socio-culturelles à Assandré, un village situé à une dizaine de kilomètres de Sakassou. Yoboué Kouamé a indiqué que ces journées ont pour but de redonner confiance aux jeunes, tout en leur permettant de s'exprimer librement. De plus, il a affirmé que ces retrouvailles témoignent de l'engagement de la Mudessan envers les jeunes de Sakassou. Le président de la Mudessan a saisi l'occasion pour lancer un message à tous les parents d'Assandré : «Le développement n'est pas seulement à Abidjan, mais il est aussi local. Nous entendons réaliser par nos modestes moyens quelque chose de durable pour vous».

En effet, ce plan d'investissement fournit un cadre pour améliorer les investissements en Afrique et dans le voisinage européen. Il soutient des instruments financiers innovants tels que les garanties européennes pour stimuler l'investissement privé. Il se concentre également sur un certain nombre de domaines prioritaires tels que l'énergie propre et renouvelable et la connectivité ; le financement des micros, petites et moyennes entreprises ; l'agriculture, les entrepreneurs ruraux et l'agro-industrie ; les villes durables ; et le passage au numérique en vue d'un développement inclusif. Les investissements dans le cadre de l'alliance, fait-il le rappeler, créeront jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique sur les cinq années concernées.

«Ce foyer polyvalent permettra à ces jeunes filles d'apprendre un métier et de pouvoir assister leurs enfants ainsi que leurs familles», a-t-il expliqué. Konan Richmond Stéphane, président du comité d'organisation des journées socio-culturelles, a quant à lui, traduit sa joie de voir l'engouement et l'intérêt des populations pour cette première édition. «Le bilan est positif, nous sommes fiers de l'unité et de la cohésion manifestées par les fils et filles d'Assandré», a-t-il témoigné. Faut-il le noter, ces premières journées socio-culturelles à Assandré ont débuté le lundi 12 août 2019. Elles ont été meublées par un tournoi de maracana, des prestations artistiques, des danses traditionnelles, etc.

Simon DEBAMELA,
Correspondant Régional

BOULEVARD DE LA PAIX Le pipeline déplacé Voici la raison



Le déplacement du pipeline a été fait avec succès, reste à refermer la fente. (Photo : E.L.)

Le boulevard de la Paix a été rétréci au niveau du tronçon Boribana – hôtel Sebroko, depuis près d'une semaine. La raison, les ingénieurs en charge de la construction du 4e pont d'Abidjan devant relier les communes

de Yopougon – Attécoubé – Adjamé – Plateau, procèdent à des aménagements sur ce tronçon. De passage, hier lundi 19 août 2019, sur le site en chantier, notre équipe de reportage a été informée que le pipeline (oléoduc) servant de

canal pour le transport des produits pétroliers d'Abidjan à Ferkessedougou en passant par Yamoussoukro et Bouaké, a été légèrement déplacé. En effet, selon un responsable du chantier avec qui nous avons échangé, c'est le dépla-

cement de ce réseau souterrain qui a occasionné le rétrécissement de la voie, provoquant des embouteillages monstres de ce côté-ci d'Abidjan aux heures de grande affluence. A en croire ses explications, le positionnement antérieur de l'oléoduc est dans l'emprise du 4e pont. Pour être plus précis, il a fait savoir que les pieux du 4e pont "tombent directement" sur le pipeline dans sa position originelle.

Dans le but de faciliter l'exécution du projet, les équipes sur place n'avaient donc pas d'autres choix que de procéder au déplacement de l'oléoduc pour le ramener un peu plus au centre de la voie actuelle. «*Nous avons déjà fini à ce niveau [côté Boribana, Ndlr]. Il reste une petite partie sur quelques mètres au niveau des feux tricolores*», a-t-on appris de source sûre.

Mais pour l'heure, les désagréments aux automobilistes devraient se poursuivre, le temps pour les ingénieurs de recevoir tout le matériel qu'il leur faut pour protéger le tube et recouvrir l'ouverture qui a été faite sur ce boulevard pour raison de travaux, a-t-on été instruit. Cette opération ne devrait

durer qu'une semaine au maximum, selon les confidences recueillies sur place.

Pour rappel, les travaux de construction du pipeline devant faciliter l'approvisionnement des zones de l'intérieur du pays en produits pétroliers ont été lancés le 20 septembre 2007 par Laurent Gbagbo, alors président de la République de Côte d'Ivoire. La première phase, Abidjan – Bouaké via Yamoussoukro, est longue de 385 km et la seconde, Bouaké – Ferkessedougou (240 km), devra quant à elle être prolongée jusqu'à Ouagadougou (Burkina Faso).

Cet oléoduc a été mis en exploitation (inauguré) par le président Alassane Ouattara le 29 juillet 2013, à partir du site de la Société de gestion des stocks pétroliers de Côte d'Ivoire (Gestoci) à Yamoussoukro [route de Bouafé]. Il permet de transporter quatre millions de litres de produits pétroliers par jour, soit l'équivalent de 130 camions citernes. Quant au 4e pont, les travaux ont été lancés le 30 juillet 2018 et dureront 24 mois. L'ouvrage devrait donc être livré fin août 2020.

Elysée LATH

CONSERVATION DE PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION 108 entrepôts en construction pour le stockage des noix de cajou

Des infrastructures similaires attendues pour le café-cacao, palmier à huile, etc.

L'Autorité de régulation du système de récépissés d'entreposage (Arre) et le groupe chinois Tbea ont procédé à la signature d'un contrat commercial le vendredi 16 août 2019, à Abidjan-Plateau. Ce contrat porte sur la construction de 108 entrepôts modernes de traitement et de stockage de noix brute de cajou dans les sept zones de production du pays, à la charge de la multinationale chinoise. Le coût du projet, 157 milliards de fca. Ces infrastructures vont être réalisées dans un délai de trois ans.

Justin Koffi, directeur général de l'Arre a indiqué à l'occasion que l'acte de signature marque une avancée remarquable

dans la mise en place du projet. Car, cela intervient moins de deux mois après la signature de l'accord cadre entre l'Arre et Tbea (le 27 juin 2019 à Changsha en Chine).

Il a fait savoir que le Système de récépissés d'entreposage (Sre) a été identifié comme l'un des outils devant faciliter l'accès à des prêts bancaires à court terme pour les acteurs des secteurs agricoles et agro-industriels. Justin Koffi a ajouté que le Sre est également un moyen de garantir aux unités de transformation agricole, un approvisionnement continu en matières premières tout au long de l'année, tout en assurant une bonne conservation de ces matières premières grâce à un stockage approprié dans

des entrepôts agréés. «*Outre l'objectif de faciliter l'accès au financement pour les agriculteurs, le Sre facilite l'accès au financement d'autres acteurs des différentes chaînes de valeur du secteur agro-industriel*», a indiqué le Dg de l'Arre. Pour cela, Justin Koffi a invité les opérateurs économiques chinois à orienter également leurs projets d'investissement dans la construction d'infrastructures similaires, mais cette fois, pour le stockage des productions de café-cacao, de palmier à huile et d'hévéa. Mais aussi, pour les produits vivriers et les produits frais qui font appel à des entrepôts réfrigérés.

Pour sa part, le Président-directeur général (Pdg) de Tbea,

Zhong Yanmin, a noté que la construction de ces 108 entrepôts encouragera la commercialisation et l'approvisionnement continu des produits agricoles de haute qualité. Il a aussi donné les assurances à la partie ivoirienne de ce que ce projet

va accélérer le développement socio-économique du pays, améliorer les moyens de subsistance des populations et donner un coup d'accélérateur à la vision stratégique du gouvernement de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020.

Touré Baba, représentant le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la promotion des Pme à cette cérémonie, a traduit la satisfaction du gouvernement pour la signature de ce protocole qui est à ses yeux, «*un acte fort qui marque une nouvelle ère*» dans la commercialisation des produits agricoles en Côte d'Ivoire.

E. LATH

ERRATUM

Dans notre parution du lundi 19 août 2019, précisément dans le texte paru en page 7 et intitulé comme suit : «*Fiscalisation des entreprises : Le secteur des télécoms sollicite une baisse de la pression fiscale*», une erreur nous a fait écrire «*Mme Gertrude Koné Kouassi, secrétaire exécutive de l'Unetel*». Il fallait plutôt lire «*Mme Gertrude Koné Kouassi, directrice exécutive de l'Unetel*». Toutes nos excuses pour les désagréments causés aux personnes concernées.

La Rédaction

Bilan semestriel de la direction générale des impôts

Les recettes en hausse de 7,3% par rapport à 2018

1193,1 milliards de F Cfa collectés au cours des six premiers mois de l'année, selon le directeur général de l'administration fiscale.

Les recettes fiscales au premier semestre 2019 sont en hausse de 7,3% par rapport à l'année dernière, a déclaré, hier, le directeur général des Impôts, Ouattara Sié Abou. C'était à l'ouverture du « séminaire bilan du deuxième trimestre 2019, du premier semestre 2019, les perspectives pour le deuxième semestre », qui s'est tenu à l'hôtel Radisson Blu. Malgré cette performance, les Impôts n'ont pas pu atteindre les objectifs qui leur étaient assignés au titre du deuxième trimestre et du premier semestre 2019. « Les recettes fiscales, au terme du deuxième trimestre de l'année, s'élèvent à 702,1 milliards de F Cfa pour un objectif de 703,2 milliards. Au regard de ce résultat, l'on note un écart négatif de 1,1 milliard de F Cfa soit un taux de réalisation de 99,8%. S'agissant du premier semestre, la direction générale des impôts a mobilisé 1193,2 milliards de F Cfa pour un objectif de 1196,5 milliards de F Cfa. Il en découle un écart



Ouattara Sié Abou, directeur général des Impôts. (PHOTOS : DR)

négatif de 3,3 milliards pour un taux de réalisation de 99,7% », a déclaré Ouattara Sié Abou. Tirant les conséquences de ce qui précède, le directeur général des Impôts a exhorté ses collaborateurs à redoubler d'effort afin de réaliser l'objectif du troisième trimestre 2019, fixé à 630 milliards de F Cfa. «

La réalisation de ce objectif est à notre portée au regard du potentiel économique de la Côte d'Ivoire et de notre organisation qui se renforce chaque jour un peu plus avec l'appui des nouvelles technologies qui simplifient et assurent la rapidité et la fluidité dans l'exécution de nos tâches », a-

ti assuré. Yaya Keho, directeur de cabinet adjoint du secrétaire d'Etat chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sango, a salué « une

progression appréciable » de 7,3% par rapport à 2018. Il a indiqué que les défis à relever pour le second semestre seront l'accélération et l'exécution du plan annuel de contrôle

général, le contrôle de la redevance industrielle, le renforcement du recouvrement des arriérés et l'intensification du contrôle conjoint DGI-DGD.

DAVID YA

Smart City Africa La 1^{ère} édition en février 2020



Silué Siélé, conseiller spécial du Premier ministre chargé des Infrastructures, du Tourisme et des Transports (2^e à partir de la gauche), a pris part aux échanges.

Informations environnementales Les points focaux renforcent leurs capacités



Des participants au séminaire ont posé après la cérémonie d'ouverture.

Contribuer à la préservation du patrimoine et à la promotion du développement durable en garantissant l'accès à l'information environnementale. C'est l'objectif que s'est fixé le ministère de l'Environnement et du Développement durable (Minedd), en organisant le 16 août, à Abidjan, un atelier de renforcement des capacités des points focaux des structures sous sa tutelle, pour la collecte de la documentation et des archives en matière de développement durable. À l'ouverture dudit atelier, le directeur de cabinet, Kouablan François, représentant le Pr Joseph Séka Séka, ministre en

charge de l'Environnement, a dit sa satisfaction de voir une telle rencontre se tenir. D'autant que, dira-t-il, cet atelier permettra aux points focaux d'être mieux outillés dans le cadre de la collecte des documents, matière première et supports d'information nécessaires à la médiation environnementale. « Face aux désastres environnementaux constatés de nos jours, il apparaît plus que nécessaire de renforcer les mécanismes visant à soutenir la recherche et l'éducation dans la perspective d'un changement de comportement et la promotion du Développement durable », a expliqué l'émissaire du Pr Jo-

seph Séka Séka. Puis d'ajouter que ce cadre d'échanges contribuera à donner davantage droit d'accès aux populations dans toutes leurs composantes à l'information environnementale. D'ailleurs, c'est ce qu'a souligné Jean Yves Kouakou, directeur de l'Informatique et de la Documentation. Il a salué la tenue de ce séminaire visant à créer une synergie entre les parties prenantes du Minedd en vue d'assurer la préservation, l'organisation et la meilleure gestion de la mémoire environnementale nationale.

ÉMELINE P AMANGOUA

La 1^{ère} édition du Salon des villes de demain (Smart City Africa) s'ouvre, du 22 au 24 février 2020, à Abidjan, à l'hôtel Radisson Blu, dans la zone aéroportuaire de Port-Bouët. Ce rendez-vous qui se tiendra également pour la première fois en Afrique de l'Ouest, selon la présidente du comité d'organisation, Martine Ducoumbier, entend créer une diversité d'offres et une synergie nécessaire pour assurer aux villes, aux communes et régions de la Côte d'Ivoire, les solutions technologiques et financières les plus avancées et surtout les mieux adaptées aux conditions du pays.

Plus de 250 collectivités territoriales, une cinquantaine d'entreprises, plus de 800 participants venus des cinq continents sont attendus pour cette rencontre de 72 heures. Administrations publiques et privées, urbanistes, architectes, gestionnaires de collectivités territoriales, bureaux d'études, étudiants... sont également attendus. Plus d'une fois, pour des raisons liées au calendrier, la tenue de Smart City Africa avait été reportée. Les sujets qui seront abordés lors des panels, discussions, expositions et échanges d'expériences sont entre autres l'accès à l'eau potable, la collecte et le traitement des déchets, les services sanitaires, la gestion des espaces publics, les télécommunications, les énergies renouvelables, le transport urbain, les habitats

durables, les objets connectés, les voiries et réseaux, l'économie verte, etc.

En attendant février 2020, une réunion s'est tenue, hier, au Plateau, pour la mise en place des différentes commissions devant mener à bien ce projet soutenu par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Qui a recommandé au ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Pme et celui de la ville d'accompagner ce salon porté par l'agence conseil Dialogue production. À l'occasion, plusieurs ministères, des représentants des collectivités territoriales ainsi que les organisateurs, ont mené des discussions afin de proposer un Salon qui puisse répondre aux aspirations des

parties prenantes. Le Conseiller spécial du Premier ministre chargé des Infrastructures, du Tourisme et des Transports, Silué Siélé, a rappelé que Smart City Africa est un rendez-vous très important pour la Côte d'Ivoire.

Ce salon arrive à un moment où Abidjan, la capitale économique ivoirienne, abrite aujourd'hui 20% de la population du pays, revendique 80% de ses emplois formels et 90% des entreprises, selon le groupe de la Banque mondiale. Tout comme Abidjan, les villes ivoiriennes, pour la plupart, font face à des problèmes liés à l'anarchie, l'insalubrité, l'assainissement, la pollution de l'air, etc.

ANOH KOUAO

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Sous-Préfet de Daoukro a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'une enquête de comodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours, allant du mardi 13 août au mercredi 11 septembre 2019, est ouverte dans les bureaux de la Sous-préfecture de Daoukro, au sujet d'une demande d'autorisation d'exploitation artisanale pour or, dans les villages de Kouassidiékro et d'Anoumabo, présentée par Monsieur BAMBAMOUSSA.

Le périmètre sollicité, d'une superficie de 21,95 hectares.

Monsieur OUATTARA M'Begnan Olivier, Secrétaire Administratif, Matricule 373 113 Y, nommé Commissaire-Enquêteur, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les observations, oppositions et réclamations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, à la Sous-préfecture de Daoukro, où un registre est ouvert à cet effet.

Fait à Daoukro, le 08 août 2019

COULIBALY Zana Yaya
Sous-préfet

Logements sociaux, débats sur la Cei et la dette

Bruno Nabagné Koné fait des mises au point

Dans une interview accordée à la Radio de la Paix, le 9 août dernier, le ministre de la Construction a passé en revue l'actualité sociale et politique.

La nouvelle est doublement bonne, en cette année du social. D'une part, la Côte d'Ivoire a fait son entrée au conseil d'administration de Shelter Afrique. D'autre part, une convention a été signée avec Shelter Afrique pour la construction en Côte d'Ivoire de 3000 logements. Les logements sociaux de ce programme ne dépasseront pas 12 millions et demi. Les standings économiques seront dans l'ordre de 23 millions. Les constructions auront surtout un caractère socioéconomique. Et bientôt, les travaux devraient commencer. C'est ce que nous apprend le ministre de la Construction, du logement et de l'urbanisme, Bruno Nabagné Koné. La demande de 600 mille logements sur toute l'étendue du territoire, est encore loin d'être satisfaite. Mais c'est déjà « extrêmement important » selon Bruno Nabagné Koné qui entend frapper à « toutes les portes » pour réaliser l'ambition du Président de la République de faire en sorte



Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (à droite), était l'invité de notre confrère de la Radio de la paix. (PHOTO: DR).

que les Ivoiriens puissent se loger facilement. Depuis sa prise en main de ce vaste chantier, il y a un an, il est à pied d'œuvre, « avec acharnement », pour corriger les faiblesses du passé. Et déjà, une embellie. La cité Ado à Yopougon, partiellement

habitée, est en train d'être mise en forme pour être totalement habitable. Dans deux mois, l'électricité sera disponible, l'eau distribuée dans tous les logements, l'assainissement réalisé partout et il restera la station d'épuration qui continuera d'être construite. Cela

n'empêchera pas que les acquéreurs puissent commencer à entrer dans leur logement.

Logements : Aller vite en garantissant la sécurité

« La Cité Ado, c'est bon, Bingerville c'est bon, Bassam, nous y travaillons, ça devrait être terminé dans quelques mois. Un gros projet nous y travaillons », assure le ministre qui espère rendre habitables certaines portions de Songon d'ici la fin de l'année.

Les financements désormais acquis, on ira, cette fois-ci, « jusqu'au bout ». Qu'en sera-t-il des Acd ? Du fait que les documents n'étaient plus signés, il y a eu une accumulation de dossiers. Le ministère veut aller vite. Mais il faut tirer les leçons des 30, voire 40 dernières années. Pour ne pas confondre vitesse et précipitation, les dossiers passeront à la loupe. Ce qui suppose de s'assurer que la parcelle est la bonne et que les relevés topographiques sont conformes à ceux qui sont effectués par le cadastre et la conservation foncière, s'il n'y a pas de conflit sur l'acquisition ni d'erreur sur la personne de l'acquéreur ou du vendeur du terrain...

Huit ans de stabilité politique

Bref, tout le processus est remis sur la table. « Nous allons numériser ce qui peut l'être, nous allons réduire tous les délais. Notre objectif étant, et j'espère pouvoir annoncer dans quelque temps, pouvoir nous engager sur la délivrance de l'ACD en quelques mois, trois ou quatre mois », assure Bruno Nabagné Koné, qui entend « sécuriser » chaque étape. Aller vite, mais en garantissant une sécurité par-

faite et éviter les sorties de route : voilà le défi. Quand il s'agit de terre, il faut bien avoir le pied sur terre. Et savoir apprécier le chemin parcouru.

Pour l'ancien porte-parole du gouvernement, la célébration de ce 59^e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire est l'occasion de s'arrêter pour apprécier tout le long chemin parcouru. Non pas sur le seul plan social, mais aussi sur le front institutionnel. « Nous avons pu voir surtout un pays rassemblé autour de ce qui constitue la notion de nation. La notion d'armée. Le drapeau national, etc. Nous avons pu voir une armée qui est totalement rassemblée aujourd'hui, une armée qui revient de loin, mais qui aujourd'hui a des bases beaucoup plus solides que par le passé, une armée qui est beaucoup plus forte », s'en réjouit-il. 59 ans d'indépendance et huit ans de paix, huit ans de sérénité, huit ans de sécurité, huit ans de construction, de développement, dans un pays qui continue à avancer, peut-on résumer.

C'est tout le mérite du leadership retrouvé de la Côte d'Ivoire sous la houlette du Président Alassane Ouattara, « une personnalité reconnue », « une personnalité respectée dans le monde entier » et « une personnalité qui a pu créer le climat de confiance ». Ça n'a l'air de rien. Mais c'est comme l'air. On ne le sent pas, mais sans lui, le corps s'effondre. La performance que tout le monde salue, tient, en grande partie grâce au Ppte mais aussi à ce climat de confiance. Cette croissance tient surtout à la maîtrise de la dette, n'en déplaise aux détracteurs du gouvernement.

Faire croire, comme Mamadou Koulibaly, que la Côte d'Ivoire s'endette trop rapidement, c'est faire une mauvaise lecture.

Car les chiffres disent le contraire. La ratio dette-PIB est loin en deçà de la moyenne de 70 % en vigueur dans l'espace CE-OWA, les ratios de dette sont seulement à 48 %. Ce qui laisse des marges importantes de progression. D'ailleurs, les grandes nations, les Etats-Unis et le Japon, les pays européens sont au-delà de 100 % par rapport à ce ratio dette-Pib. Encore, que selon le ministre, ce qui importe, c'est ce que l'on fait des emprunts qui sont autant de routes, d'écoles, d'hôpitaux, etc.

Cei : le faux débat

À entendre Bruno Nabagné Koné, toutes les crises sont derrière les Ivoiriens. La situation étant revenue à la normale depuis 2011. Sauf que c'est quand tout va bien, qu'on assiste à une inflation des critiques. Et tout sujet enflamme les crispations. Comme c'est le cas de la polémique sur la Commission électorale indépendante (Cei). De quoi agacer le ministre qui, à 14 mois de la présidentielle d'octobre 2020, estime qu'il faut « savoir raison garder ». D'autant que tout a été mis en œuvre pour que « le maximum de places soit accordé à l'opposition ». En effet, sur les 17 membres de la commission centrale de la nouvelle Cei, les deux tiers sont des personnalités issues de l'opposition et de la société civile. À moins de se servir de la Cei comme monture pour une aventure inconnue.

BERNOIT HILI

Annnonce

Après les états généraux de DIDIEVI

Brice Kouassi : *« Nous voulons placer les populations au cœur du processus de développement »*

Dans une interview, le maire de la commune de Didiévi dresse le bilan des assises qui s'y sont tenues les 8 et 9 août et présente ses grands projets de développement. Il évoque également l'implantation du Rhdp dans la région du Bélier.

À lire lundi dans **Fraternité Matin**

L'INTER N°6341 DU LUNDI 19 AOÛT 2019

FISCALISATION DES ENTREPRISES Le secteur des télécoms sollicite une baisse de la pression fiscale

Le vendredi 2 août 2019, s'est tenu à la Maison de l'entreprise d'Abidjan-Plateau, un atelier d'informations et d'échanges sur les enjeux et défis de développement du secteur des télécommunications/Tic en Côte d'Ivoire. Cet atelier, selon le communiqué de presse parvenu à L'inter le vendredi 16 août 2019, a été organisé à l'initiative de l'Union nationale des entreprises de télécommunications (Unetel) en collaboration avec la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci). A cette occasion, Mme Gertrude Koné Kouassi, secrétaire exécutive de l'Unetel et Dominique Taty, président de la commission juridique et fiscale de la Cgeci, ont sollicité de l'administration fiscale, la Direction générale des impôts (Dgi), une réduction de la pression fiscale. Les deux per-



Les acteurs du secteur télécom ont échangé sur les problèmes qui minent leur secteur, principalement celui de la fiscalité. [PH DR] Les personnalités ont aussi plaidé pour l'initiation d'une réflexion conjointe sur les dispositifs fiscaux à même de favoriser, d'une part, le développement harmonieux des télécoms en Côte d'Ivoire et permettre, d'autre part, la transformation structurelle de

crétariat en charge du Budget et du Portefeuille de l'Etat, la Direction générale des impôts (Dgi), la Cellule de la réforme fiscale, le secrétariat exécutif du Comité de concertation Etat/secteur privé (Ccesp), l'Autorité de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire (Artci). Les échanges animés par des membres de l'Unetel (Orange-Ci, Mtn-Ci et Atlantique Télécom-Ci - Moov) ont porté sur les grandes évolutions du secteur des télécoms et des services dans le monde et plus particulièrement en Côte d'Ivoire. Les enjeux et défis du secteur des Télécoms en Côte d'Ivoire parmi lesquels figurent la couverture du territoire, la sécurité des infrastructures, la disponibilité énergétique, la qualité du service, le besoin en ressources humaines qualifiées, la problématique spécifique de la

fiscalité dans le secteur télécoms, ont également été au centre des débats. Les acteurs du secteur des télécoms ont noté que ces défis quotidiens auxquels ils sont confrontés interviennent dans un contexte global marqué par une baisse continue du revenu lié à leurs activités traditionnelles. Ce qui engendre, selon eux, la baisse de la rentabilité, l'augmentation des coûts des facteurs de production induits par l'impact des mesures de régulation (pénalités) et une taxation de plus en plus importante du secteur. Ce contexte, ont-ils fait observer, appelle aussi nécessairement à des investissements permanents et coûteux pour soutenir les évolutions technologiques rapides. Le directeur exécutif de la Cgeci, Stéphane Aka-Anghui a salué l'initiative qui vise pour les acteurs à se réunir afin d'aborder les questions qui les concernent. Il a émis le vœu que ce genre de tribune se perpétue afin d'anticiper sur les problèmes liés notamment aux questions fiscales.

Elysée LATH

PRÉPARATION DU BUDGET 2020 Moussa Sanogo satisfait de l'état d'avancement des travaux

Les travaux de finalisation du budget 2020 avancent très bien. C'est le constat fait, vendredi 16 août 2019, par le secrétaire d'Etat en charge du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. Il a exprimé sa satisfaction à la Direction générale du budget et des finances (Dgbf) lors d'une réunion préparatoire des conférences budgétaires à Abidjan-Cocody. «A partir de janvier 2020, la Côte d'Ivoire va basculer en mode budget-programmes. Il s'agit de se donner les moyens d'une gestion axée sur les résultats. C'est la première fois que cela arrive dans notre pays. Il fallait s'assurer auprès des équipes que cette préparation se déroule bien. Nous sommes très heureux de constater que les choses se déroulent comme nous le souhaitons», s'est réjoui Moussa Sanogo. Il a souligné qu'il s'agit d'un travail capital. Le secrétaire d'Etat a expliqué aussi que la gestion axée sur les résultats oblige à définir des objectifs très précis, à avoir des indicateurs mesurables afin de s'assurer que la réalisation du programme de développement de la Côte d'Ivoire se déroule tel que souhaité par le gouvernement. Moussa Sanogo a confié qu'en basculant en mode



Moussa Sanogo a présidé la réunion de préparation à mi-parcours du budget 2020 organisée par la Dgbf. [PH DR]

budget-programmes, le gouvernement vise un objectif essentiel, celui d'améliorer l'efficacité de la dépense publique. Il faut noter qu'à l'issue des travaux, les équilibres seront arrêtés et des documents, notamment les documents de programmation pluriannuelle des dépenses et projet annuel de performance, ainsi que les fiches techniques seront disponibles en vue de la préparation des conférences ministérielles prévues du 7 au 11 septembre 2019, conformément au chronogramme indicatif de préparation du

budget 2020. Toujours selon le chronogramme, une esquisse de l'avant-projet du budget 2020 sera présentée au Premier ministre probablement le 13 septembre 2019, en vue de son examen en conseil de gouvernement en première lecture le 17 septembre et en deuxième lecture le 24 septembre 2019. L'examen et l'adoption de l'avant-projet du budget 2020 par le conseil des ministres sont prévus le 25 septembre et le dépôt du projet au parlement le 15 octobre 2020.

L.B.

JEUX DE HASARD Dramane Coulibaly envoie un message aux femmes de Côte d'Ivoire

La Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lonsac) commence à enregistrer au nombre de ces gagnants, des femmes. Ce qui n'est pas fait pour déplaire au Directeur général (Dg) de cette société, Dramane Coulibaly. Proctendant vendredi 16 août 2019 à la remise de chèques à Mme G. A. gagnante de la cagnotte de 12 822 000 fca et Mlle L. A., représentant son père gagnant de la somme de 14 024 900 fca, le Dg a encouragé les femmes à s'intéresser aux jeux de hasard. «Ce n'est pas toujours que nous avons l'occasion de remettre des chèques à des dames. Vos deux présences nous réjouissent particulièrement en ce sens qu'elles donnent un signal fort, en montrant que le Pnu n'est pas uniquement réservé aux hommes», a salué Dramane Coulibaly qui a en-

couragé les femmes à persévérer dans les jeux de hasard. Il a demandé à ces dernières de jouer sans complexe et sans préjugé. Dramane Coulibaly est convaincu que la chance sourit surtout à la gente féminine. «Ne dit-on pas que ce que femme veut, Dieu le veut ?», a-t-il mentionné. Dramane Coulibaly a rappelé, à cette occasion, qu'au 1er semestre 2019, un total de 52 milliards de fca a été distribué aux joueurs, pour l'ensemble de leurs produits. Il a insisté sur le fait que les mises non gagnantes ne sont pas des sommes perdues puisqu'elles se transforment en ressources utilisées dans le cadre des actions sociales de la société qu'il dirige.

L.B.



Le Dg, Dramane Coulibaly, entouré des deux récipiendaires brandissant leurs chèques. [PH L.B.]

